

# Impact économique du secteur coopératif au Canada

Fiona Duguid Ph. D.  
George Karaphillis



co-operatives | coopératives  
and mutuals | et mutuelles  
**canada**





## Sommaire

L'analyse présentée dans le présent rapport a été réalisée en 2019 à partir des données de 2015 (les plus récentes et complètes disponibles à ce jour). Cette analyse repose sur le modèle économique entrées-sorties et sur les données fournies par différentes coopératives, par le réseau des coopératives financières, par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) et par Statistique Canada. Le présent document quantifiera l'impact économique direct, indirect et dérivé (retombées) des coopératives canadiennes, y compris des coopératives financières. L'impact économique est mesuré d'après l'apport au produit intérieur brut (PIB), le nombre d'équivalents temps plein, les salaires, ainsi que les taxes et impôts payés.

La présente recherche vise à brosser un tableau complet des coopératives au Canada; elle expose entre autres des statistiques descriptives de 2015, des tendances sur cinq et dix ans, ainsi que l'impact économique du secteur. Nous voulions que la présente étude englobe les activités de toutes les coopératives répondantes au Canada. Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) définit une coopérative comme « une société légalement constituée qui appartient à un groupe de personnes visant à répondre à des besoins communs, notamment en matière d'accès à des produits ou services, de vente de leurs produits ou services ou d'emploi » (Industrie Canada, 2015). Aux fins de la présente étude, nous appliquons cette définition aux coopératives non financières, ainsi qu'aux coopératives financières, caisses populaires et mutuelles, pour brosser le portrait du secteur coopératif dans son ensemble.

Les données de 2010 et de 2015 ont été analysées selon ce modèle en vue d'évaluer l'impact économique direct, indirect et dérivé du secteur coopératif sur l'économie canadienne. Voici la distinction entre ces types d'impact :

- Impact direct : revenus, emplois, taxes et impôts générés par les coopératives.
- Retombées, divisées ainsi :
  - Impact indirect : revenus, emplois, taxes et impôts générés par les entreprises qui fournissent des produits et des services aux coopératives.
  - Impact dérivé : revenus, emplois, taxes et impôts générés par les dépenses des employés directs et indirects des coopératives, ainsi que par celles des employés des fournisseurs des coopératives et celles des membres de la famille.

Le modèle entrées-sorties a été choisi parce qu'il convient à la diversité des coopératives canadiennes et parce qu'il s'agit de la méthode la plus courante qu'emploient les économistes pour évaluer l'impact économique. Cette méthode mesure les retombées de l'intégration des activités des entreprises sur l'économie. L'ampleur de ces retombées varie selon le type d'industrie évalué. L'impact économique est quantifié au regard du PIB, des équivalents temps plein, du revenu des ménages et du total des taxes et impôts payés.

Le présent rapport expose des données empiriques sur la composition et l'impact économique du secteur coopératif canadien. En 2015, 5 730 coopératives canadiennes ont répondu à l'enquête. Leur volume d'affaires s'élevait à 85,9 milliards de dollars, et leurs actifs à 503,2 milliards de dollars. Elles comptaient 31,8 millions de membres et ont déclaré employer 182 253 équivalents temps plein. Les données dénotent une diminution globale de 5,9 % du nombre de coopératives répondantes entre 2010 et 2015, mais une croissance de 20,9 % du volume d'affaires et de 42,5 % des actifs. De plus, ces coopératives comptent respectivement 2,5 % et 13,3 % plus d'employés et de membres.

L'analyse des entrées-sorties indique que l'apport du secteur coopératif au PIB canadien est annuellement de 61,2 milliards de dollars, soit une hausse de 12 % depuis 2010. De plus, le secteur injecte 34,3 milliards de dollars dans le revenu des ménages, soit une augmentation de 4,6 %. Près de 13 milliards de dollars ont été payés en impôts et en taxes à tous les ordres de gouvernement, ce qui constitue une hausse de 11,1 % en cinq ans. Du côté des emplois, le secteur offre plus de 666 146 emplois directs et dérivés (équivalents temps plein) au pays. Le secteur coopératif canadien représente environ 3,4 % de l'économie totale et 3,6 % de tous les emplois. Dans l'ensemble, le secteur coopératif du Canada a connu une croissance constante et stable.

## Biographies

Cette étude a été dirigée par Fiona Duguid, doctorat en éducation aux adultes et développement communautaire, chercheuse principale à Duguid Consulting, chercheuse associée à la Sobey School of Business de l'Université Saint Mary's et professeure auxiliaire à la Shannon School of Business de l'Université du Cap-Breton, en partenariat avec George Karaphillis, doyen de la Shannon School of Business de l'Université du Cap-Breton.

Fiona Duguid, Ph. D., est une chercheuse basée à Chelsea, au Québec. Auparavant, elle a travaillé pour le Secrétariat aux coopératives du gouvernement du Canada et pour la *Canadian Co-operative Association*. Elle fait des recherches sur les coopératives, l'économie sociale, la durabilité et le développement économique communautaire. Elle est chercheuse au Centre d'excellence sur la comptabilité et la déclaration des coopératives de l'Université Saint Mary's (SMU), à Halifax (Nouvelle-Écosse), et formatrice au programme de gestion d'entreprise coopérative de SMU, ainsi qu'au programme de MBA en développement économique communautaire de l'Université Cape Breton (Sydney, N.-É.).

George Karaphillis est professeur agrégé et doyen de la Shannon School of Business de la Cape Breton University. Il a été directeur du Master of Business Administration in Community Economic Development (MBA-CED). Il a obtenu son MBA de Virginia Tech. et son baccalauréat en génie de l'Université McGill. George s'intéresse à la recherche en évaluation d'entreprise et a dirigé des études de recherche sur l'économie sociale et l'impact économique du secteur des coopératives.

## Table des matières

Sommaire . . . . .	1
Biographies . . . . .	2
Liste de tableaux. . . . .	3
Introduction. . . . .	4
Méthodologie. . . . .	4
Limites. . . . .	6
Analyse . . . . .	6
Composition . . . . .	6
Analyse de l'impact économique . . . . .	11
Synthèse. . . . .	15
Références . . . . .	16

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Profil du secteur coopératif au Canada (2015) . . . . .	6
Tableau 2 : Profil du secteur coopératif au Canada (2010) . . . . .	7
Tableau 3 : Taux de croissance du secteur coopératif au Canada, de 2010 à 2015 . . . . .	7
Tableau 4 : Coopératives non financières canadiennes et taux de croissance, de 2010 à 2015. . . . .	8
Tableau 5 : Coopératives financières canadiennes et taux de croissance, de 2010 à 2015 . . . . .	8
Tableau 6 : Coopératives et mutuelles d'assurance canadiennes et taux de croissance, de 2010 à 2015. .9	
Tableau 7 : Tendances dans les coopératives non financières au Canada (2005 à 2015) . . . . .	9
Tableau 8 : Tendances dans les coopératives financières au Canada (2005 à 2015). . . . .	10
Tableau 9 : Comparaison des emplois du secteur coopératif face à ceux d'autres industries (2015). . . .	11
Tableau 10 : Impact économique du secteur coopératif canadien (2015) . . . . .	12
Tableau 11 : Impact économique du secteur coopératif canadien (2010). . . . .	14
Tableau 12 : Comparaison de l'impact économique total du secteur coopératif canadien en 2010 et 2015. . . . .	15
Tableau 13 : Impact économique du secteur coopératif canadien par rapport à l'économie globale canadienne (2015) . . . . .	15

# Introduction

L'analyse de l'impact économique détaillée dans le présent rapport a été réalisée en 2019 à partir des données de 2015 (les plus récentes et complètes disponibles à ce jour). Cette analyse repose sur le modèle économique entrées-sorties et sur les données fournies par différentes coopératives, par le réseau des coopératives financières, par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) et par Statistique Canada. Le présent document quantifie l'impact économique direct, indirect et dérivé (retombées) des coopératives canadiennes, y compris des coopératives financières. L'impact économique est mesuré d'après l'apport au produit intérieur brut (PIB), le nombre d'équivalents temps plein, les salaires, ainsi que les taxes et impôts payés.

Selon l'Alliance coopérative internationale (ACI), une personne sur six compte parmi les coopérateurs des quelque trois millions de coopératives dans le monde. Les coopératives emploient 10 % de la population active et génèrent un chiffre d'affaires de 2100 milliards de dollars américains tout en fournissant les services et infrastructures dont la société a besoin pour prospérer (ACI, 2018). La coopérative est une forme juridique distincte des autres formes de personne morale parce que ses membres exploitent l'entreprise ensemble et exercent un pouvoir démocratique, en plus de respecter sept principes coopératifs mondialement reconnus (Majee & Hoyt, 2011). Ils ont recours à des moyens économiques pour poursuivre des objectifs sociaux, créant ainsi des entreprises à vocation sociale (Novkovic, 2012). D'ailleurs, les coopératives et entreprises sociales obtiennent souvent de meilleurs résultats sociaux et économiques que les entreprises traditionnelles (Borzaga, Depedri, & Tortia, 2011). Le modèle de gestion coopératif permet aux membres d'exercer un contrôle sur leurs économies locales (Fulton & Hammond Ketilson, 1992).

La présente recherche vise à brosser un tableau complet des coopératives au Canada; elle expose entre autres des statistiques descriptives de 2015, des tendances sur cinq et dix ans, ainsi que l'impact économique du secteur.

## Méthodologie

Au Canada et aux États-Unis, quelques études ont été réalisées sur l'impact économique du secteur coopératif dans diverses administrations (Uzea, 2014). L'impact économique du secteur coopératif s'est avéré considérable dans toutes ces études (Uzea, 2014).

Nous voulions que la présente étude se penche sur l'activité coopérative au Canada. ISDE définit une coopérative comme « une société légalement constituée qui appartient à un groupe de personnes visant à répondre à des besoins communs, notamment en matière d'accès à des produits ou services, de vente de leurs produits ou services ou d'emploi » (Industrie Canada, 2015). Au Canada, les coopératives doivent être constituées en vertu d'une loi précise les régissant au niveau provincial, territorial ou fédéral. Ces lois régissent toutes les formes de coopératives, sauf les coopératives financières, qui sont régies par une réglementation distincte. La nature du modèle de gestion adopté par les coopératives de même que leurs méthodes d'exploitation sont largement définies dans ces lois (Industrie Canada, 2015). Dans la présente étude, nous appliquons cette définition aux coopératives non financières, ainsi qu'aux coopératives financières, aux caisses populaires et aux mutuelles. Dans la mesure du possible, l'étude tente d'inclure également les sociétés mutuelles, puisque ce sont des entreprises de structure démocratique<sup>1</sup>. Nous sommes par ailleurs conscients que certaines entreprises sont exploitées comme des coopératives même si elles ne sont pas officiellement constituées selon ce titre, mais nous avons exclu ces types d'entreprises et d'organisations de la présente étude.

<sup>1</sup> La différence entre une coopérative et une mutuelle est que les membres d'une mutuelle ne contribuent pas au capital financier de l'organisation, contrairement à la coopérative. De plus, les coopératives sont constituées en personne morale en vertu des différentes lois sur les coopératives, qu'elles soient provinciales ou fédérales; les mutuelles canadiennes, quant à elles, sont des sociétés d'assurances et relèvent donc de la Loi sur les assurances.

La base de données sur les coopératives non financières canadiennes provient de l'Enquête sur les coopératives canadiennes de 2010 et 2015 d'ISDE<sup>2</sup>. Les données les plus récentes datent de 2015. Celles de 2010 ont servi à établir des comparaisons et à dégager des tendances. Toutes les données utilisées pour l'étude proviennent uniquement des coopératives ayant répondu à l'enquête annuelle d'ISDE. Par conséquent, même si le nombre total de coopératives non financières constituées au Canada s'élevait, selon ISDE, à environ 7 887 en 2015, l'étude reflète seulement les données des 4 960 coopératives non financières qui ont participé à l'enquête, ce qui correspond à un taux de participation de 63 %. Les données sur les coopératives financières ont été obtenues auprès de Statistique Canada et représentent 100 % des coopératives financières du Canada<sup>3</sup>. Pour leur part, les données 2015 des coopératives et mutuelles d'assurance ont été obtenues de la Fédération internationale des coopératives et mutuelles d'assurance (ICMIF).

Dans la présente étude, le modèle entrées-sorties a servi à évaluer l'impact économique du secteur coopératif sur l'économie nationale. Ce modèle a été utilisé parce qu'il s'agit de la méthodologie la plus courante pour les évaluations économiques (Zeuli & Deller, 2007; Leclerc, 2010). Les données de 2010 et de 2015 ont été analysées selon ce modèle en vue d'évaluer l'impact économique direct, indirect et dérivé du secteur coopératif sur l'économie canadienne. Voici la distinction entre ces types d'impact :

- Impact direct : revenus, emplois, taxes et impôts générés par les coopératives.
- Retombées, divisées ainsi :
  - Impact indirect : revenus, emplois, taxes et impôts générés par les entreprises qui fournissent des produits et des services aux coopératives.
  - Impact dérivé : revenus, emplois, taxes et impôts générés par les dépenses des employés directs et indirects des coopératives, ainsi que par celles des employés des fournisseurs des coopératives et celles des membres de la famille.

Le modèle des entrées-sorties a aussi été choisi parce qu'il convient à la diversité des coopératives canadiennes. Cette méthode mesure les retombées de l'intégration des activités des entreprises sur l'économie. L'ampleur de ces retombées varie selon le type d'industrie évalué. Par exemple, une industrie qui repose fortement sur la main-d'œuvre locale a plus de retombées sur l'économie qu'une industrie d'importance semblable qui vend des marchandises importées faisant appel à de la main-d'œuvre outre-mer. Fait intéressant, les coopératives ont tendance à se procurer une plus grande part de leurs ressources auprès d'entreprises locales que les entreprises traditionnelles (Zeuli & Deller, 2007).

Aux fins de l'analyse des données, chaque coopérative est affiliée à un code du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), selon l'industrie où elle œuvre. Ces codes sont normalisés dans toute l'Amérique du Nord et servent à classer les entreprises par catégorie. Les données codées sont cumulées par code de secteur. Ces données cumulées sont ensuite analysées à l'aide de tableaux de multiplicateurs provinciaux créés par Statistique Canada. Ces tableaux de multiplicateurs reposent sur les codes SCIAN et utilisent donc des multiplicateurs différents selon l'ampleur des retombées économiques générées par chaque industrie. L'impact économique est quantifié au regard du produit intérieur brut (PIB), des équivalents temps plein, du revenu des ménages et du total des taxes et impôts payés.

2 Les données d'ISDE sur les coopératives non financières découlent des données non pondérées recueillies lors de l'Enquête sur les coopératives canadiennes menée par le ministère. Les données proviennent directement des coopératives ayant répondu à l'enquête bisannuelle. Pour la province de Québec, ISDE recueille des données cumulatives du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation. Depuis 2011, le gouvernement du Québec effectue des enquêtes auprès des coopératives québécoises tous les deux ans (enquêtes bisannuelles).

3 Les données sur les coopératives financières proviennent également de l'Association canadienne des coopératives financières et du Mouvement Desjardins.

## Limites

Les limites de la présente étude sont analogues à celles d'autres études portant sur l'impact économique du secteur coopératif. Par exemple, ces études peuvent uniquement analyser les données des coopératives qui déclarent leur revenu à ISDE, soit 63 % des coopératives dans ce cas-ci (ISDE, 2018). Bien entendu, les chiffres rapportés dans l'étude de 2015 sont prudents, à l'instar des autres études similaires (ex. : Karaphillis et coll., 2017; Duguid et coll., 2015; Karaphillis et coll., 2015). Selon les analystes d'ISDE, toutes les grandes coopératives et presque toutes les coopératives de taille moyenne répondent à l'enquête annuelle; ce sont les plus petites coopératives ayant un revenu modeste ou nul qui n'y répondent pas. Or, le modèle utilisé n'est pas en mesure de nous dire à quoi ressembleraient les différentes économies en l'absence des coopératives susceptibles d'empêcher les crises du marché (Uzea et Duguid, 2017). Les chiffres présentés dans le présent document doivent être envisagés comme des estimations minimales de l'impact réel des coopératives sur l'économie canadienne.

## Analyse

### Composition

L'analyse ci-dessous permet d'examiner la composition du secteur coopératif au Canada. Le tableau 1 dresse un portrait complet des coopératives répondantes en 2015.

Tableau 1 : Profil du secteur coopératif au Canada (2015)

2015	Nombre de coopératives <sup>4</sup>	Volume d'affaires (en milliards de dollars)	Actifs (en milliards de dollars)	Nombre de membres (en millions)	Nombre d'employés
Coopératives non financière	4 960	44,1	29,9	9,1	101 567
Coopératives financières	650	15,1*	346,7	12,6	52 380**
Mutuelles d'assurance	120	26,7	126,6	10,1	28 306
<b>Total</b>	<b>5 730</b>	<b>85,9</b>	<b>503,2</b>	<b>31,8<sup>5</sup></b>	<b>182 253</b>

Source : « Les coopératives au Canada en 2015 », ISDE; rapports sur les résultats du système national de l'ACCF; rapports nationaux de l'ICMIF.

\*Source : Tableau 33-10-0006-01 de Statistique Canada [consulté le 30 janvier 2019].

\*\*Source : Tableau 36-10-0489-01 de Statistique Canada [consulté le 8 février 2019].

Le tableau 1 est une vue d'ensemble du secteur coopératif du Canada. Au total, 5730 coopératives ont répondu à l'enquête de 2015. Leur volume d'affaires s'élevait à 85,9 milliards de dollars, et elles comptaient plus de 503 milliards de dollars d'actifs. Le nombre total d'employés était supérieur à 182000, et le nombre de membres se chiffrait à 31,8 millions.

4 Il s'agit du nombre de coopératives autodéclarées et non du nombre de coopératives constituées en personne morale. Comme la présente étude utilise les chiffres des rapports officiels, la taille du secteur est donc sous-estimée.

5 Ce nombre correspond au total des membres que comptent les coopératives non financières et financières. Ce ne sont pas tous des membres uniques, étant donné qu'il est possible d'être membre de plusieurs coopératives à la fois. Le nombre de membres uniques se situe entre 10,1 et 31,8 millions.



Le tableau 2 présente le profil du secteur coopératif canadien en 2010.

**Tableau 2 : Profil du secteur coopératif au Canada (2010)**

2010	Nombre de coopératives	Volume d'affaires (en milliards de dollars)	Actifs (en milliards de dollars)	Nombre de membres (en millions)	Nombre d'employés
Coopératives non financières	5 065	33,7	20,5	7,4	86 372
Coopératives financières	877	15,2	256,2	10,8	67 770
Mutuelles d'assurance	150	22,1	76,5	10,0	23 888
Total	6 092	71,0	353,2	28,2	178 030

Source : « Les coopératives au Canada en 2015 », ISDE; rapports sur les résultats du système national de l'ACCF; rapports nationaux de l'ICMIF.

Le tableau 2 retrace le portrait du secteur coopératif canadien tel qu'il était en 2010. Au total, 6 092 coopératives avaient répondu à l'enquête, mutuelles d'assurances comprises. Leur volume d'affaires s'élevait à 71 milliards de dollars, et elles comptaient plus de 353 milliards de dollars d'actifs. Le nombre total d'employés se chiffrait à plus de 178 000, et le nombre de membres totalisait plus de 28 millions.

Le tableau 3 présente l'évolution du secteur en 2010 et en 2015 quant au nombre de coopératives répondantes, à leur volume d'affaires, ainsi qu'à leur nombre de membres et d'employés, de même que le taux de croissance.

**Tableau 3 : Taux de croissance du secteur coopératif au Canada, de 2010 à 2015**

Secteur coopératif	2010	2015	Croissance
Nombre de coopératives répondantes	6 092	5 730	-5,9 %
Volume d'affaires (en milliards de dollars)	71,0	85,9	20,9 %
Actifs (en milliards de dollars)	353,2	503,2	42,5 %
Nombre de membres (en millions)	28,2	31,8	13,3 %
Nombre d'employés	178 030	182 253	2,4 %

Le tableau 3 compare les profils 2010 et 2015 du secteur coopératif pour dégager les tendances et taux de croissance. Nous pouvons constater une diminution de 5,9 % dans le nombre total de coopératives répondantes entre 2010 et 2015. Le déclin pourrait s'expliquer par un taux de réponse plus faible des coopératives non financières (sondage d'ISDE) en 2015; toutefois, nous savons que les 50 coopératives non financières les plus importantes sont toujours incluses dans les données d'ISDE. De son côté, le volume d'affaires a augmenté de 20,9 % pendant cette période, et la valeur des actifs a grimpé en flèche avec une hausse de 42,5 %. Le nombre de membres a augmenté de 13,3 %, alors que le nombre d'employés a connu une croissance modeste de 2,4 %.

Le tableau 4 met en évidence les coopératives non financières répondantes du Canada.

**Tableau 4 : Coopératives non financières canadiennes et taux de croissance, de 2010 à 2015**

Coopératives non financières	2010	2015	Croissance
Nombre de coopératives répondantes	5 065	4 960	-2,1 %
Volume d'affaires (en milliards de dollars)	33,7	44,1	30,9 %
Actifs (en milliards de dollars)	20,5	29,9	45,9 %
Nombre de membres (en millions)	7,4	9,1	23,0 %
Nombre d'employés	86 372	101 567	17,6 %

La ventilation par secteur (c.-à-d. coopératives non financières, coopératives financières et mutuelles d'assurance) permet de dégager un bilan intéressant. Le tableau 4 illustre le secteur non financier tel qu'il était en 2010 et 2015. Le nombre total de coopératives répondantes a légèrement diminué, ce qui peut être attribuable au taux de participation à l'enquête d'ISDE. Toutes les autres catégories économiques montrent une augmentation modeste entre 2010 et 2015, sauf la valeur totale des actifs, qui a connu une forte croissance de 45,9 %.

Le tableau 5 illustre le secteur des coopératives financières au Canada.

**Tableau 5 : Coopératives financières canadiennes et taux de croissance, de 2010 à 2015**

Coopératives financières et caisses populaires	2010	2015	Croissance
Nombre de coopératives répondantes	877	650	-25,9 %
Volume d'affaires (en milliards de dollars)	15,2	15,1	-0,7 %
Actifs (en milliards de dollars)	256,2	346,7	35,3 %
Nombre de membres (en millions)	10,8	12,6	16 %
Nombre d'employés	67,770	52,380	-22,7 %

Selon le tableau 5, le nombre total de coopératives financières répondantes a reculé de 25,9 %, ce qui pourrait s'expliquer par une légère baisse du nombre de répondants à l'enquête, mais le principal facteur serait plutôt les importants changements survenus dans le secteur des coopératives financières, qui a vu notamment un grand nombre de fusions et de regroupements. En corollaire de ces fusions et regroupements, nous constatons aussi une diminution du nombre d'employés (-22,7 %) et une légère réduction du volume d'affaires (0,7 %), mais une hausse importante des actifs (35,3 %). Le nombre de membres, lui, a augmenté à 16 %.

Le tableau 6 présente le secteur des coopératives et mutuelles d'assurance et ses taux de croissance entre 2010 et 2015.

**Tableau 6 : Coopératives et mutuelles d'assurance canadiennes et taux de croissance, de 2010 à 2015**

Coopératives et mutuelles d'assurance	2010	2015	Croissance
Nombre de coopératives répondantes	150	120	-20 %
Volume d'affaires (en milliards de dollars)	22,1	26,7	20,8 %
Actifs (en milliards de dollars)	76,5	126,6	65,5 %
Nombre de membres (en millions)	10,0	10,1	1 %
Nombre d'employés	23 888	28 306	18,5 %

Au cours de cette période de cinq ans, le secteur des coopératives d'assurance a changé et a notamment connu une vague de démutualisation (surtout du côté du secteur des mutuelles) qui explique la baisse du nombre de répondants (-20 %). Malgré tout, le volume d'affaires (20,8 %), les actifs (65,5 %) et le nombre d'employés (18,5 %) continuent à prendre de l'expansion (tableau 6). Le nombre de membres est demeuré à peu près le même.

Les tableaux 7 et 8 présentent plus en détail les tendances dans les secteurs des coopératives non financières et des coopératives financières au Canada.

**Tableau 7 : Tendances dans les coopératives non financières au Canada (2005 à 2015)**

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2015
Nombre de coopératives répondantes <sup>6</sup>	5 710	5 751	5 795	5 686	5 642	5 094	5 257	5 048	5 276	4 960
Volume d'affaires (en millions de dollars)	27 686	28 794	30 804	35 728	33 853	33 708	38 666	39 639	43 207	44 134
Actifs (en millions de dollars)	17 699	18 417	19 256	20 653	21 117	20 544	22 979	24 000	26 007	29 907
Membres (en milliers)	5 886	6 340	6 647	6 925	7 239	7 379	7 810	7 904	8 436	9 127
Employés	87 600	87 172	87 620	87 918	87 735	86 372	90 116	86 317	95 085	101 567

Source: Co-operatives in Canada 2015, ISED

Comme en témoigne le tableau 7, le nombre total de coopératives non financières répondantes a connu une tendance constante à la baisse pour l'essentiel de la période de dix ans (-13 %). Malgré la diminution du nombre total de coopératives non financières, le volume d'affaires donne un autre son de cloche. En effet, il a augmenté de 59 % au cours de la période de dix ans, en dépit de quelques creux en 2009 et 2010, fort probablement attribuables à la crise financière mondiale. Les actifs ont augmenté à un rythme constant, pour finalement atteindre une croissance de 69 %. De même, le nombre d'employés a augmenté de 16 %, et une hausse de 55 % a été observée parmi les membres.

<sup>6</sup> Le nombre de coopératives répondantes varie d'une année à l'autre. À la suite de nos discussions avec Industrie Canada, nous sommes toutefois persuadés que les plus grandes coopératives y répondent chaque année.

La même analyse a été faite auprès des coopératives financières canadiennes (tableau 8).

**Tableau 8 : Tendances dans les coopératives financières au Canada (2005 à 2015)**

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2015
Nombre de coopératives financières	1158	1108	1059	1008	945	877	826	771	724	650
Succursales	3465	3424	3404	3341	3302	3253	3162	3117	3030	2914
Volume d'affaires (en millions de dollars)**	10871	12201	14121	15916	12980	15151	15585	14529	14514	15078
Actifs (en millions de dollars)	181307	196108	212069	231288	245107	256172	278477	295929	310791	346714
Membres (en milliers)	10661	10815	10846	11222	10818	10763	10730	10230	10157	12600
Employés**	57635	61985	62765	70105	69235	69175	65470	60655	55870	52380

Source : Rapports sur les résultats du système national de l'ACCF.

\*Source : Tableau 33-10-0006-01 de Statistique Canada [consulté le 30 janvier 2019].

\*\*Source : Tableau 36-10-0489-01 de Statistique Canada [consulté le 8 février 2019].

Le tableau 8 montre l'évolution du secteur des coopératives financières sur une période de dix ans. Le nombre de coopératives financières répondantes a connu une chute drastique (-44 %) en raison des regroupements et des fusions au sein du secteur. Le nombre de succursales ouvertes a également reculé de 16 %. Malgré tout, le volume d'affaires a augmenté de 39 % et les actifs ont connu une augmentation massive de 91 % pendant la période visée. Le nombre total de membres s'est accru au cours des années (18 %), et le nombre d'employés a diminué de 9 %. Ces chiffres portent à croire que les coopératives financières se regroupent, font davantage d'affaires avec un nombre croissant de membres et emploient moins de personnes.

Le tableau 9 compare d'autres industries au secteur coopératif.

**Tableau 9 : Comparaison des emplois du secteur coopératif face à ceux d'autres industries (2015)**

Industrie	Emplois (ETP, années-personnes)
Tout le secteur coopératif	182253
Services postaux, messageries et services de messagers	173095
Services de comptabilité, de paye, de tenue de livres et de préparation des déclarations de revenus	158853
Fabrication de véhicules automobiles, de carrosseries et de pièces	128476
Télécommunications	126835
Services publics	103450
Extraction minière et exploitation en carrière	71140

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0489-01

Le tableau 9 présente des renseignements sur d'autres industries; les données proviennent de Statistique Canada. Le secteur coopératif canadien emploie plus de gens que les secteurs « Services postaux, messageries et services de messagers » et « Services de comptabilité, de paye, de tenue de livres et de préparation des déclarations de revenus ». Il surpasse aussi les secteurs « Fabrication de véhicules automobiles, de carrosseries et de pièces », « Télécommunications », « Services publics » et « Extraction minière et exploitation en carrière » pour ce qui est du nombre d'emplois équivalents temps plein.

## Analyse de l'impact économique

Le modèle entrées-sorties a permis d'estimer les retombées économiques des coopératives financières et non financières. Les montants des revenus ont été synthétisés selon le code SCIAN des industries respectives. Ensuite, des multiplicateurs économiques (tableau 15F0046XDB, Statistique Canada) y ont été appliqués pour estimer l'impact économique de chaque secteur. Les multiplicateurs économiques sont censés être appliqués aux chiffres liés à la « production économique », qui se rapprochent beaucoup du revenu. Par contre, les chiffres des revenus ont été ajustés pour certaines coopératives avant d'être saisis dans le modèle entrées-sorties. En effet, pour certaines formes d'entreprises, la « production économique » est un chiffre inférieur au revenu; il s'agit : de la marge bénéficiaire brute pour les coopératives de détail et de gros; du revenu moins les intérêts versés à la Banque du Canada pour les coopératives financières; et des primes facturées moins les primes payées pour les coopératives d'assurance. L'impact direct correspond aux revenus, aux emplois, aux taxes et aux impôts générés par le secteur coopératif. Les retombées correspondent à l'impact indirect (revenus, emplois, taxes et impôts générés par les entreprises qui fournissent des produits et des services aux coopératives) ainsi qu'à l'impact dérivé (revenus, emplois, taxes et impôts générés par les dépenses des employés directs et indirects des coopératives, ainsi que par celles des employés des fournisseurs des coopératives et celles des membres de la famille).

En utilisant le modèle entrées-sorties, l'impact direct et les retombées sont réputés représenter l'impact que le secteur coopératif a eu sur l'économie pendant une année donnée, comme en témoignent les chiffres de 2015 ci-dessous (tableau 10).

**Tableau 10 : Impact économique du secteur coopératif canadien (2015)**

	Direct	Retombées	Total
<b>Apport de valeur économique (PIB, en milliards de dollars)</b>			
Coopératives non financières	12,4	13,9	26,3
Caisses populaires et coopératives financières	4,6	6	10,6
Mutuelles d'assurance	9,5	14,8	24,3
<b>Total</b>			<b>61,2</b>
<b>Emplois (ETP, années-personnes)<sup>7</sup></b>			
Coopératives non financières	188 855	148 237	337 092
Caisses populaires et coopératives financières	63 174	64 278	127 452
Mutuelles d'assurance	38 967	162 635	201 602
<b>Total</b>			<b>666 146</b>
<b>Revenu des ménages (en milliards de dollars)</b>			
Coopératives non financières	7,6	7,1	14,7
Caisses populaires et coopératives financières	3,9	3,3	7,2
Mutuelles d'assurance	3,5	8,9	12,4
<b>Total</b>			<b>34,3</b>

<sup>7</sup> Les nombres d'emplois directs devraient être semblables à ceux de la composition du secteur. Toutefois, plusieurs coopératives et caisses populaires ne déclarent pas leurs données d'emploi ou ne les déclarent pas correctement, surtout pour ce qui est des emplois à temps partiel ou des emplois saisonniers. Par exemple, les coopératives d'habitation ont tendance à ne déclarer aucun employé même si, évidemment, elles en emploient directement. Les multiplicateurs de Statistique Canada en tiennent compte. Ces chiffres sont donc prudents, étant donné qu'une grande part des coopératives ne déclarent pas de données sur les emplois.

Taxes et impôts (en milliards de dollars)	
Taxes à la production des coopératives <sup>8</sup>	5,2
Taxes sur les produits des coopératives <sup>9</sup>	1,5
Impôt sur le revenu des ménages <sup>10</sup>	4,5
Taxes de vente sur les achats des ménages <sup>11</sup>	1,4
Impôt foncier des ménages <sup>12</sup>	0,4
<b>Total</b>	<b>13</b>

Le tableau 10 présente l'apport du secteur coopératif à l'économie canadienne. Le PIB est la valeur qu'apporte le secteur à l'économie; il se rapproche du revenu avant intérêts et impôts, et il est donc beaucoup moins élevé que le volume d'affaires. Le volume d'affaires sert seulement à titre indicatif. Le revenu des ménages désigne le salaire et les rémunérations des employés des coopératives, le salaire des employés des fournisseurs des coopératives, ainsi que le salaire des employés des entreprises qui vendent des biens et des services consommés par les familles des employés des coopératives et des fournisseurs.

Le secteur coopératif représentait plus de 61,2 milliards de dollars du PIB canadien en 2015. Les coopératives non financières et les coopératives d'assurance représentaient plus de 80 % de la contribution au PIB. Du côté des équivalents temps plein, le secteur coopératif comptait plus de 666 000 personnes et a apporté 34,3 milliards en revenu aux ménages, des chiffres encore une fois majoritairement attribuables aux coopératives non financières et aux coopératives d'assurance. Les taxes et impôts payés à tous les ordres de gouvernement ont atteint 13 milliards de dollars. Selon le tableau 10, les coopératives non financières dépassent les coopératives financières pour tous les indicateurs économiques et dépassent aussi, bien que par une plus petite marge, le secteur de l'assurance.

Le tableau 11 présente l'analyse de l'impact économique du secteur coopératif canadien en 2010. Les mutuelles ne sont pas comprises dans les données, mais les coopératives d'assurance sont toutefois prises en compte. Les chiffres pour 2015 sont plus élevés que ceux de 2010, d'abord à cause de la croissance du secteur et ensuite à cause de l'ajout des mutuelles. À noter que les mutuelles n'ont pas une si grande influence sur les analyses entrées-sorties.

8 Taxes à la production payées par les coopératives et leurs fournisseurs (impôt foncier, permis, licences, etc.), calculées à l'aide des multiplicateurs provinciaux du tableau des composantes du PIB de Statistique Canada.

9 Taxes sur les produits payées par les coopératives et leurs fournisseurs (ex. : taxe de vente sur la valeur ajoutée, droits), calculées à l'aide des multiplicateurs provinciaux des taxes sur les produits (tableau des composantes du PIB de Statistique Canada).

10 Impôt sur le revenu payé par les employés des coopératives, les fournisseurs et les employés dérivés, calculé selon un taux moyen de 13,247 % du revenu personnel provenant du tableau 36-10-0224-01 de Statistique Canada [consulté le 8 février 2019] et du tableau Revenus, charges et déficit accumulé figurant dans le volume 1 des *Comptes publics du Canada 2016* du Receveur général du Canada.

11 Calculées à l'aide d'un taux moyen de 4,213 % du revenu personnel provenant du tableau 36-10-0224-01 de Statistique Canada [consulté le 8 février 2019] et du tableau *Valeur de la taxe nette selon l'administration* des tableaux statistiques sur la TPS/TVH de Revenu Canada.

12 Impôt foncier payé par les employés des coopératives, les fournisseurs et les employés dérivés. Calculé selon un taux moyen de 1,229 % du revenu provenant du tableau 36-10-0224-01 de Statistique Canada [consulté le 8 février 2019].

Tableau 11 : Impact économique du secteur coopératif canadien (2010)

	Direct	Retombées	Total
<b>Apport de valeur économique (PIB, en milliards de dollars)</b>			
Coopératives non financières	7,4	10,9	18,3
Coopératives financières	15,1	21,2	36,3
<b>Total</b>			<b>54,6</b>
<b>Emplois (ETP, années-personnes)</b>			
Coopératives non financières	130 800	123 200	254 000
Coopératives financières	139 500	220 800	360 300
<b>Total</b>			<b>614 300</b>
<b>Revenu des ménages (en milliards de dollars)</b>			
Coopératives non financières	5,4	5,7	11,1
Coopératives financières	9,4	12,3	21,7
<b>Total</b>			<b>32,8</b>
<b>Taxes et impôts (en milliards de dollars)</b>			
Taxes à la production des coopératives <sup>13</sup>			2,7
Taxes sur les produits des coopératives <sup>14</sup>			0,6
Impôt sur le revenu des ménages <sup>15</sup>			5,5
Taxes de vente sur les achats des ménages <sup>16</sup>			2,5
Impôt foncier des ménages <sup>17</sup>			0,4
<b>Total</b>			<b>11,7</b>

Comme le montre le tableau 11, l'apport total du secteur coopératif au PIB de l'économie canadienne s'est élevé à 54,6 milliards de dollars en 2010. L'écart entre l'apport des coopératives financières et non financières au PIB était assez semblable. Le nombre d'équivalents temps plein s'élevait à 614 300. Le revenu total des ménages attribuable au secteur coopératif (principalement aux coopératives financières) était de 32,8 milliards de dollars. Les taxes et impôts payés à tous les ordres de gouvernement se sont élevés à 11,7 milliards de dollars pour le secteur coopératif et ses retombées.

13 Taxes à la production payées par les coopératives et leurs fournisseurs (impôt foncier, permis, licences, etc.), calculées à l'aide des multiplicateurs provinciaux du tableau des composantes du PIB de Statistique Canada.

14 Taxes sur les produits payées par les coopératives et leurs fournisseurs (ex. : taxe de vente sur la valeur ajoutée, droits), calculées à l'aide des multiplicateurs provinciaux des taxes sur les produits (tableau des composantes du PIB de Statistique Canada).

15 Impôt sur le revenu payé par les employés des coopératives, les fournisseurs et les employés dérivés, calculé selon un taux moyen provenant du tableau Secteur des ménages, comptes courants (CANSIM 384-0040) de Statistique Canada.

16 Calculées selon un taux de vente moyen dérivé du tableau sur le total des taxes sur les marges bénéficiaires dans la Classification entrées-sorties de la demande finale de Statistique Canada.

17 Impôt foncier payé par les employés des coopératives, les fournisseurs et les employés dérivés. Calculé selon un taux moyen provenant du tableau Secteur des ménages, comptes courants (CANSIM 384-0040) de Statistique Canada.

Après avoir calculé l'impact direct, indirect et dérivé à l'aide de la méthode entrées-sorties, de nos données brutes et de nos chiffres multiplicateurs, nous pouvons comparer les deux années. Dans le cadre de la présente étude, nous avons comparé l'apport économique du secteur coopératif en 2015 à l'apport en 2010, comme en témoigne le tableau 12 ci-dessous.

**Tableau 12 : Comparaison de l'impact économique total du secteur coopératif canadien en 2010 et 2015**

	Total en 2010 <sup>18</sup>	Total en 2015	Variation
Apport de valeur économique au PIB (en milliards de dollars)	54,6	61,2	12 %
Nombre total d'emplois (ETP)	614 300	666 146	8,4 %
Revenu total des ménages (en milliards de dollars)	32,8	34,3	4,6 %
<b>Total des taxes et impôts payés (en milliards de dollars)</b>	<b>11,7</b>	<b>13,0</b>	<b>11,1 %</b>

Le secteur coopératif a connu une croissance modeste entre 2010 et 2015. L'apport de valeur économique au PIB a augmenté de 12 % pendant cette période de cinq ans. Pour leur part, les emplois (équivalents temps plein) ont connu une hausse de 8,4 %, le revenu des ménages s'est accru de 4,6 %, et les taxes et impôts payés à tous les ordres de gouvernement ont augmenté de 11,1 %.

Le tableau 13 ci-dessous illustre l'apport du secteur coopératif à l'économie globale canadienne.

**Tableau 13 : Impact économique du secteur coopératif canadien par rapport à l'économie globale canadienne (2015)**

	Co-operative Sector	Canadian	% of National Economy
Economic Value Add GDP (\$B)	61.2	1,813.9*	3.4%
<b>Total Jobs</b>	<b>666,146</b>	<b>18,282,520**</b>	<b>3.6%</b>

\*Source: Statistics Canada Table 36-10-0434-03

\*\*Source: Statistics Canada Table 36-10-0489-01

La contribution du secteur coopératif au PIB du Canada en 2015 a été estimée à 61,2 milliards de dollars, soit 3,4 % du montant national de 1 813,9 milliards de dollars. La contribution du secteur coopératif au nombre total d'emplois au Canada a été estimée à 666 146, ce qui représente 3,6 % des 18 282 520 emplois au Canada en 2015.

18 Les chiffres de 2010 n'incluent pas les mutuelles, car comme nous l'avons mentionné, elles n'ont pas une grande influence sur le modèle des entrées-sorties.



## Synthèse

Ce rapport présente des données empiriques sur la composition et l'impact économique du secteur coopératif canadien. En 2015, 5 730 coopératives ont répondu aux enquêtes. Moins de coopératives (-5,9 %) ont répondu aux enquêtes en 2015 qu'en 2010. Malgré qu'il y eut ait moins de coopératives répondantes en 2015, on dénote une augmentation du volume d'affaires s'élevant en 2015 à 85,9 milliards de dollars, et aussi une augmentation des actifs des coopératives à 503,2 milliards de dollars. Elles comptaient 31,8 millions de membres et ont déclaré employer 182 253 équivalents temps plein. Entre 2010 et 2015, le secteur coopératif a connu une croissance et le volume d'affaires des coopératives a augmenté de 20,9 % et les actifs de 42,4 %. De plus, les coopératives comptent respectivement 2,4 % et 13,2 % plus d'employés et de membres.

L'analyse des entrées-sorties indique que l'apport du secteur coopératif au PIB canadien est annuellement de 61,2 milliards de dollars, soit une hausse de 12 % depuis 2010. De plus, le secteur injecte 34,3 milliards de dollars dans le revenu des ménages, soit une augmentation de 4,6 %. Près de 13 milliards de dollars ont été payés en impôts et en taxes à tous les ordres de gouvernement, ce qui constitue une hausse de 11,1 % en cinq ans. Du côté des emplois, le secteur offre plus de 666 146 emplois directs et dérivés (équivalents temps plein) au pays. Le secteur coopératif canadien représente environ 3,4 % de l'économie totale et 3,6 % de tous les emplois. Dans l'ensemble, le secteur coopératif du Canada a connu une croissance constante et stable.

## Références

- Borzaga, C., Depedri, S., et Tortia, E. (2011). « Organisational Variety in Market Economies and the Role of Co-operatives and Social Enterprises: A Plea for Economic Pluralism ». *Journal of Co-operative Studies*, 19-30.
- Duguid, F., Karaphillis, G., et Lake, A. (2015). *Economic Impact of the Co-operative Sector in Manitoba* (2010). Manitoba Co-operative Association, Winnipeg (Manitoba).
- Fulton, M., et Hammond Ketilson, L. (1992). « The Role of Cooperatives in Communities: Examples from Saskatchewan ». *Journal of Agricultural Cooperation*, 15-42.
- Industrie Canada (2015). *Guide d'information sur les coopératives*. Récupéré de [http://www.ic.gc.ca/eic/site/106.nsf/fra/h\\_00073.html](http://www.ic.gc.ca/eic/site/106.nsf/fra/h_00073.html) [consulté le 27 février 2018].
- Innovation, Sciences et Développement économique Canada (2018). *Les coopératives au Canada en 2015*. Récupéré de [https://www.ic.gc.ca/eic/site/106.nsf/vwapj/Coop\\_Canada\\_2015\\_fra.pdf/\\$file/Coop\\_Canada\\_2015\\_fra.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/106.nsf/vwapj/Coop_Canada_2015_fra.pdf/$file/Coop_Canada_2015_fra.pdf) [consulté le 10 janvier 2019].
- Alliance coopérative internationale (2018). *Faits et chiffres*. Récupéré de <https://www.ica.coop/fr/coop%C3%A9ratives/faits-et-chiffres> [consulté le 27 février 2018].
- Karaphillis, G., Duguid, F., et Lake, A. (2017). « Economic impact of the Canadian co-operative sector (2009 and 2010) ». *International Journal of Social Economics*, 44/5 : 643-652.
- Karaphillis, G., Duguid, F., et Lake, A. (2015). *Economic Impact of the Co-operative Sector in British Columbia* (2010). British Columbia Co-operative Association, Guelph (Colombie-Britannique).
- Leclerc, A. (2010). *The Socioeconomic Impact of the Cooperative Sector in New Brunswick*. Université de Moncton, Moncton (Nouveau-Brunswick), juin 2010.
- Majee, W., et Hoyt, A. (2011). « Cooperatives and Community Development: A Perspective on the Use of Cooperatives in Development ». *Journal of Community Practice*, 19/1 : 47-61.
- Novkovic, S. (2012). « The Balancing Act: Reconciling the economic and social goals of co-operatives ». Dans *L'étonnant pouvoir des coopératives* de Brassard, M.-J., et Molina, E., 289-299. Québec : Sommet international des coopératives.
- Uzea, N. (2014). « Methodologies to measure the economic impact of co-operatives ». *Journal of Rural Co-operation*, 42/2 : 101.
- Uzea, N., et Duguid, F. (2015). « Challenges in Conducting a Study on the Economic Impact of Co-operatives ». Dans *The Weight of the Social Economy – An International Perspective on the Production of Statistics for the Social Economy* de Bouchard, Marie J., et Damien Rousselière (éd.), Bruxelles, PIE Peter Lang.
- Zeuli, K., et Deller, S. (2007). « Measuring Local Economic Impact of Cooperatives ». *Journal of Rural Cooperation*, 35/1 : 1-17.





canada.coop



co-operatives | coopératives  
and mutuels | et mutuelles  
**canada**